



Hebdomadaire  
Paraît le vendredi  
N° 2858  
12 mai 2023  
1,50 € • DOM: 2€



**Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!**

# **LUTTE OUVRIÈRE**

**Le journal  
d'Arlette Laguiller**

**UNION COMMUNISTE (trotskyste)**

# **Des gouvernements qui préparent la guerre**



BENOÎT TESSIER REUTERS

## **Retraites**

**Les travailleurs  
ne tournent pas  
la page!**

Page 3

## **Turquie**

**Les difficultés  
d'Erdogan... et celles  
de la population**

Page 16

**27, 28 et 29 mai**

**La fête de Lutte  
ouvrière**

Pages 8 et 9

**Leur société**

- Retraites : les travailleurs ne tournent pas la page 3
- Fraude fiscale : avec la complicité de l'État 3
- Extrême droite : la complaisance de l'État 4
- Manifestations : non aux arrestations arbitraires ! 4
- À Bordeaux 4
- Darmanin : contre Meloni... et contre les migrants 4
- Mayotte : les responsabilités de l'État français 5
- CNR : derrière le mythe, une opération politique 5
- Marseille : l'émotion après les fusillades 6
- Nord : la protection de "l'enfance en danger"... est en danger 6
- Nos lecteurs écrivent : une misère insupportable 6
- Réforme des lycées pro : du clé en main pour le patronat 7
- Collège Jean-Joudiou - Châteauneuf-sur-Loire : le compte n'y est pas 7
- Abandons de poste : changer de travail coûtera plus cher ! 7
- RSA : une attaque contre tous les travailleurs 13
- Bruno Le Maire : Monsieur "s'il vous plaît" 13
- Livret A : le vol va se poursuivre 13

**Dans le monde**

- Grande-Bretagne : le parasitisme social couronné 10
- Sunak prend une claque 10
- Éthiopie : or et sang 10
- Italie : une attaque et une provocation contre les travailleurs 11
- L'UE et ses abus : un petit pas de plus vers une économie de guerre 11
- Turquie : Erdogan en difficulté 16
- Faim dans le monde : capitalistes affameurs 16

**Il y a 80 ans**

- Avril 1943 : les insurgés du ghetto de Varsovie choisissent de mourir debout 12

**Dans les entreprises**

- ZF - Bouthéon 14
- Vertbaudet Marquette-lez-Lille 14
- Tours Métropole 14
- Solvay - Saint-Fons 14
- Stellantis 15

**Agenda**

- La fête de Lutte ouvrière à Presles 8-9

# Bruits de bottes et menaces de guerre

Lundi 8 mai, ont eu lieu les commémorations du 8 mai 1945. C'était la fin de la Deuxième Guerre mondiale en Europe mais pas la fin des guerres, qui ont continué de faire rage dans de très nombreux pays. Depuis un an, le conflit en Ukraine montre que la guerre n'est pas une affaire passée pour l'Europe : elle fait maintenant partie de notre présent.

Longtemps, les gouvernements ont fait croire que la barbarie guerrière était derrière nous et que c'en était fini des bombardements et des tranchées, des villes rasées et des déportations de population.

Les peuples avaient eu droit au même boniment après la guerre de 14-18, qui avait été un massacre sans nom : 10 millions de morts en Europe, des millions de blessés, d'amputés, de gazés et de « gueules cassées ». 500 000 soldats tués rien qu'à Verdun pour que chaque camp retrouve, au final, les positions qu'il tenait au début de l'offensive !

L'ampleur des souffrances et des destructions était une « première » et tous les gouvernants de l'époque la présentèrent comme « la der des der », c'est-à-dire la dernière des guerres. Vingt ans plus tard, en 1939, cela recommença !

La Deuxième Guerre mondiale rationalisa si bien l'horreur qu'elle fut la plus meurtrière de toute l'histoire. Aux 20 millions de soldats tués, s'ajoutent 40 à 60 millions de civils bombardés et affamés et 6 millions de Juifs, mais aussi des Tziganes et d'autres minorités qui périrent dans les camps d'extermination nazis. De nombreuses villes furent transformées en champs de ruines.

La Première et la Deuxième Guerres mondiales eurent fondamentalement les mêmes causes : la nécessité d'expansion des trusts capitalistes et la guerre économique qui en résulte.

Sous leurs dehors inoffensifs, la concurrence et la compétitivité sont l'expression de cette guerre économique. Les défenseurs du capitalisme nous en chantent les vertus mais, par définition, elles signifient l'affrontement entre intérêts privés. Affrontements que les États relaient avec les moyens que leur confère leur puissance économique, politique et militaire.

La guerre mondiale n'est pas une calamité apportée par tel ou tel monstre dictatorial. Elle est la prolongation de la guerre économique des trusts capitalistes pour contrôler les matières premières, les chaînes de production et s'assurer des marchés à l'échelle mondiale.

Alors oui, la Première Guerre devait inévitablement être suivie d'une Deuxième. Et la Deuxième Guerre mondiale sera suivie d'une Troisième. Il en sera ainsi tant que dominera le système capitaliste.

Les relations internationales, les alliances et les retournements d'alliance, les relations pacifiques ou guerrières ne sont pas guidées par le bonheur des peuples, la liberté ou la démocratie. Elles résultent des calculs et des rapports de force entre États et des intérêts capitalistes qu'ils représentent.

La guerre en Ukraine ne fait pas exception. Les va-t-en guerre expliquent qu'il faut défendre un petit pays agressé par son puissant voisin. Comme si l'Ukraine n'était pas le théâtre de l'affrontement entre les États-Unis et la Russie depuis au moins trente ans ! Comme si le camp impérialiste derrière l'OTAN équipait, formait et renseignait les troupes ukrainiennes de façon désintéressée !

La guerre contre la Russie de Poutine et la mise à l'index de la Chine de Xi Jinping sont les traductions politiques et militaires des rivalités économiques qui opposent ces grandes puissances entre elles. Les travailleurs n'ont à prendre parti ni pour les unes, ni pour les autres. Ils ont à se battre pour renverser ce système capitaliste qui nous condamne à l'exploitation et aux guerres.

Les États-Unis et les puissances impérialistes occidentales, dont la France, règnent sur l'ordre mondial en levant l'étendard de la paix et de la démocratie. Mais c'est un ordre où les dictatures pullulent ! C'est un ordre qui alimente en Afrique, au Moyen-Orient, en Asie, des guerres sans fin ! C'est un ordre qui plonge des régions entières dans le dénuement et chasse de chez eux des centaines de millions de femmes, d'hommes et d'enfants et qui les transforme en parias !

Les combats meurtriers en Ukraine ou les accrochages entre les États-Unis et la Chine rendent de plus en plus concrète la menace d'une guerre généralisée. Tous les États s'y préparent en se réarmant à marche forcée.

À nous de dire non à une nouvelle guerre impérialiste. Ce combat est indissociable du combat social que les travailleurs ont à mener contre le pouvoir d'une classe capitaliste qui, pour ses parts de marché et ses profits, est prête à plonger le monde entier dans la barbarie.

Nathalie Arthaud



Avril 2022, près de Kiev.

## Retraites : les travailleurs ne tournent pas la page !

Parmi les cinq syndicats représentatifs invités à rencontrer la Première ministre Élisabeth Borne, la CFDT, la CFTC, la CFE-CGC ont rapidement répondu qu'ils acceptaient. La CGT a annoncé à son tour, le 6 mai, que sa secrétaire générale, Sophie Binet, se rendrait à Matignon. FO doit encore donner sa réponse.

En organisant ces rencontres, qui doivent avoir lieu les 16 et 17 mai, le gouvernement tente de reprendre le prétendu « dialogue social » après la promulgation de la réforme des retraites. Une précédente rencontre avait déjà eu lieu le 5 avril. Reçus ensemble à Matignon, les dirigeants de l'intersyndicale avaient démonstrativement quitté la salle après moins d'une heure de discussion, après que la Première ministre eut refusé de retirer la réforme des retraites.

Cette fois-ci, pour limiter le risque d'une réaction commune, Borne a invité chaque syndicat à une rencontre séparée. Pour leur permettre de venir sans pour autant donner l'impression qu'ils acceptent de « tourner la page » de la réforme des retraites, aucun ordre du jour précis n'a été fixé.

En fait, après quatre mois de manifestations, le gouvernement voudrait bien rétablir des « relations apaisées » avec les confédérations syndicales, pour reprendre la formule de Borne. Mais on ne voit pas pourquoi leurs dirigeants devraient lui faciliter la tâche. En cherchant à passer en force, Macron a voulu donner l'image d'un pouvoir fort, capable de mener sa politique antiouvrière en traitant par le mépris les dirigeants des centrales syndicales. Ceux-ci ont voulu faire la démonstration qu'il fallait compter avec eux et que le gouvernement aurait mieux fait de chercher davantage à les associer à sa politique consistant à imposer des reculs à imposer aux travailleurs. L'attitude de Borne montre que celle-ci veut bien maintenant leur montrer un peu



de considération.

Les responsables syndicaux vont-ils maintenant se prêter de nouveau à un prétendu dialogue social ? Ils y sont certainement disposés, puisque l'intersyndicale avait déclaré au lendemain du 1<sup>er</sup> Mai que les organisations syndicales comptaient rappeler « leur refus de la réforme des retraites » mais entendaient aussi formuler des propositions « pour que les préoccupations des salariés soient enfin prises en compte ».

En même temps, l'intersyndicale ne voudrait pas perdre le crédit que lui a valu son refus du report de

l'âge de la retraite à 64 ans. Elle a appelé à une nouvelle journée de manifestation le 6 juin, soit deux jours avant l'examen d'une proposition de loi d'abrogation de la réforme déposée par un groupe de députés centristes qui ont trouvé ainsi le moyen de faire parler d'eux. L'appel à manifester accompagne une politique, menée tout au long du mouvement par l'intersyndicale, qui voudrait aussi amener les travailleurs à s'en remettre aux institutions, Parlement ou Conseil constitutionnel.

Bien d'autres leçons peuvent être heureusement

tirées de ce mouvement au cours duquel le monde du travail a relevé la tête. Beaucoup ont fait grève et ont manifesté pour la première fois. Des liens ont été créés entre des travailleurs d'entreprises et de corporations différentes, qui sont autant d'atouts pour faire face aux attaques que le gouvernement et le grand patronat s'appêtent à mener dans les mois qui viennent. Beaucoup de ceux qui ont manifesté ces derniers mois estiment que ce n'est pas fini et se sentent renforcés pour les prochains combats. C'est cela qui compte.

Marc Rémy

## Fraude fiscale : avec la complicité de l'État

Le ministre des Comptes publics, Gabriel Attal, vient de lancer un plan de lutte contre la fraude fiscale et promet de faire « payer ce qu'ils doivent aux ultrariches et aux multinationales ». Mais la fraude fiscale est justement un sport pratiqué par toute la bourgeoisie.

Cette fraude passe par le biais des plus grandes banques du pays et les sommets de l'État sont totalement complices. La mascarade d'Attal annonce surtout que, après avoir fait semblant de s'attaquer aux plus riches, il va s'attaquer aux classes populaires.

Il y a un mois, les banques Société générale, BNP, Natixis et HSBC ont été perquisitionnées dans le cadre d'une enquête sur un tour de passe-passe financier, appelé « CumCum », qui permet aux actionnaires des groupes du CAC 40 d'esquiver l'impôt sur les dividendes, ce qui représenterait des milliards d'euros chaque année. Si le parquet financier est aujourd'hui chargé du dossier, ce ne sont pas les services de l'État qui ont révélé l'affaire mais

des journalistes, il y a déjà cinq ans. On peut parier qu'aucun gros actionnaire ne sera sanctionné et que seuls de « petits » poissons seront peut-être épinglés pour faire croire que l'État n'a rien laissé passer.

Autre exemple récent, au mois de février, la Cour des comptes a sorti son premier rapport sur l'industrie d'armement. Tout en faisant l'éloge des industriels qui font que la France se situe au troisième rang des exportateurs mondiaux d'engins de mort, ce rapport a noté que les contrôles fiscaux étaient « trop modestes par leur ampleur et leurs effets ». En effet, alors que plus de 900 fonctionnaires de la Direction générale de l'armement sont au service des industriels comme Thales, Dassault, Airbus... en tant que VRP,

17 seulement sont affectés au contrôle des agissements de ces groupes. Et, en 2021, sur les 50 sociétés d'armement qui auraient dû être contrôlées par les services de l'État, seules 21 l'ont été après avoir été prévenues à l'avance. Malgré toutes ces précautions, plusieurs dizaines d'irrégularités ont été révélées. Mais une seule entreprise a dû payer une amende.

Et puis, il faut aussi rappeler que TotalEnergies ne paiera que 200 millions d'euros d'impôts en France pour plus de 20 milliards de bénéfices officiels réalisés en 2022, son record absolu. Cela correspond à un impôt sur les bénéfices inférieur à 1%. Est-ce de la fraude ? Est-ce légal ? De toute façon, c'est avec l'accord des services de l'État.

Les gesticulations d'Attal servent surtout à préparer le terrain à la lutte contre la « fraude sociale » qu'il a lui-même annoncée comme seconde étape de son plan. Invité sur France Inter le 9 mai pour parler de la fraude fiscale, il n'a pu s'empêcher de

parler des allocataires du RSA, les présentant comme des privilégiés d'un système « qui permet à certains de ne pas travailler ». Prendre ces derniers pour cible ne

rapportera pas beaucoup aux finances de l'État, mais cela servira ensuite à justifier des attaques contre tous les travailleurs.

Pierre Royan





## Extrême droite : la complaisance de l'État

Interrogé le 8 mai à la radio, le préfet de police de Paris, Laurent Nuñez, s'est livré à un numéro d'acrobatie pour expliquer pourquoi 600 manifestants d'extrême droite, dont des partisans du GUD, parti qui se revendique de l'idéologie fasciste, avaient eu l'autorisation de défiler deux jours auparavant.

Selon Nuñez, la raison est que ces manifestants ne constituaient pas « a priori » une menace pour l'ordre public. De mauvais esprits se sont demandé en quoi les manifestations contre la réforme des retraites, qui faisaient du bruit avec des casseroles sur le passage de Macron, et qui ont été interdites, présentaient une telle menace. Ou encore pourquoi la diffusion de tracts autour du stade de France posait un tel problème qu'il fallait aussi l'empêcher. Ces mêmes mauvais

esprits se sont également interrogés sur le fait que ces partisans de l'ultradroite ont pu manifester cagoulés, pour certains même le visage entièrement caché, alors que des travailleurs opposés à la réforme des retraites se sont retrouvés en garde à vue pour une simple paire de lunettes de piscine trouvée dans leur sac. À cela, le préfet de police a répondu sans rire : « C'est un délit dans le cadre de la loi anticasseurs lorsqu'il est établi qu'on se dissimule le visage en vue de commettre des exactions, des violences et des troubles à

l'ordre public ; ce n'était pas le cas ce jour-là. » Et d'ajouter – toujours sans rire – qu'il avait l'intention de visionner de nouveau les images de vidéosurveillance pour confirmer cette interprétation.

Laurent Nuñez n'a pas su masquer ce qui relève de la complaisance de l'État, obligeant Darmanin, un peu plus tard, à déclarer qu'il fallait interdire toute manifestation de l'ultradroite. Mais une chose est sûre, cette complaisance, l'appareil d'État de la bourgeoisie l'a bel et bien toujours montrée vis-à-vis de partis qui se revendiquent d'une idéologie d'extrême droite, dont les partisans sont nombreux dans la police, comme dans l'armée.

Aline Retesse

## Manifestations : non aux arrestations arbitraires !

À la suite de la défenseure des droits, la contrôleuse générale des lieux de privation de liberté, Dominique Simonnot, a écrit le 3 mai au ministre de l'Intérieur.

Elle dénonce les arrestations avant ou pendant les manifestations contre la loi sur les retraites et des « atteintes graves aux droits fondamentaux des personnes enfermées ».

La contrôleuse démontre aussi que les mises en garde à vue sont une entrave au droit de manifester. En fait, cette lettre souligne l'évidence : ces arrestations sont destinées avant tout à intimider les manifestants voire à les humilier pour les dissuader de participer aux prochaines manifestations.

Au lendemain de la manifestation du 23 mars, trois équipes de contrôleurs avaient été envoyées dans neuf commissariats et le constat est sans appel. Les personnes gardées à vue ont été souvent arrêtées de manière complètement arbitraire, les policiers cochant même parfois les cases de la fiche d'interpellation au hasard. 80 % ont été relâchées avec un classement sans suite. Mais, lors de cette

garde à vue, la police relève systématiquement les empreintes digitales, prélève l'ADN et contrôle les téléphones portables. De plus, les manifestants passent une nuit au poste dans des conditions souvent immondes, entassés à plusieurs dans des cellules infectes. Danielle Simonnot alerte aussi sur les « fouilles systématiques en sous-vêtements » et « sans décision individuelle des officiers de police judiciaire ». Ces fouilles ont un caractère volontairement humiliant et sont assorties de commentaires vexatoires.

Le ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin, s'est insurgé contre cette lettre, prétendant que la contrôleuse outrepassait ses compétences. Quant au préfet de Paris, Laurent Nuñez, il s'est senti « insulté et offensé » par ces propos. Il en faut moins que ça au commun des mortels pour se retrouver placé en garde à vue par la police de ces messieurs.

Aline Urbain

## À Bordeaux

À Bordeaux, le 1<sup>er</sup> mai, la préfecture avait décidé de frapper un coup. Outre la mise en scène médiatique des drones, elle a fait charger la police, coupant le cortège en deux. Elle a à cette occasion interpellé 23 personnes, les gardant 1h30 dans une nasse faite d'un cordon de policiers en marge de la manifestation.

Le lendemain, alors qu'une centaine de manifestants s'étaient retrouvés devant le commissariat pour réclamer la libération de ceux qui avaient été mis en garde à vue la veille, la police a de nouveau, et sans crier gare, embarqué cinq autres jeunes qui sont allés directement en garde à vue.

Parmi les 23 arrêtés du 1<sup>er</sup> mai, douze ont été gardés à vue pendant 48 heures mais la plupart ont été finalement libérés sans charges et sans suite, ce qui montre bien l'arbitraire des arrestations. Parmi les cinq jeunes arrêtés le 2 mai, trois sont accusés

d'outrage à agents pour avoir scandé des slogans hostiles à la police. Ils passeront en procès le 27 octobre et sont, en attendant, interdits de manifestation et sous contrôle judiciaire. Une jeune, qui voulait récupérer son ami en garde à vue et qui s'est heurtée à la police, a écopé de pas moins de 1400 euros d'amendes et de huit mois de prison avec sursis.

Le 3 puis le 9 mai, des rassemblements étaient organisés pour protester contre ces arrestations arbitraires. La préfecture de Gironde suit la politique du gouvernement et fait son travail : il s'agit de tenter de décourager ceux qui continuent de faire grève et de manifester, en cherchant à leur faire peur, en multipliant les coups de matraque et les arrestations. Cela démontre en tout cas à des milliers de jeunes et de travailleurs mobilisés que la police n'est que la gardienne de cet ordre social injuste.

Correspondant LO

## Darmanin : contre Meloni... et contre les migrants

Après les propos de Jordan Bardella, président du RN, accusant le ministre de l'Intérieur et ses contrôles « dérisoires » à la frontière italienne d'être le « ministre de l'immigration massive », Gérald Darmanin a réagi, renvoyant la faute à Giorgia Meloni.

La Première ministre d'extrême droite italienne serait, selon Darmanin, incapable « de régler les problèmes migratoires sur lesquels elle a été élue ». La flèche visait aussi Marine Le Pen, à qui Darmanin promet le même échec que Meloni. Il s'en est suivi un

scandale diplomatique et des propos embarrassés du ministère des Affaires étrangères sur la coopération nécessaire entre les pays européens face au « défi migratoire ».

Un autre larron s'est invité dans l'histoire, Éric Ciotti, président des Républicains, et autant adepte

des idées de droite extrême que les précédents, qui a condamné les « propos inopportuns » de Darmanin mais évoqué avec sa finesse habituelle une « véritable submersion migratoire » si l'Italie ne gère plus les flux aux portes de l'Europe.

D'ici les prochaines élections, on peut s'attendre à patauger dans ce marécage antimigrants, antiétrangers et antipauvres, de la part de politiciens qui veulent jouer sur la peur pour mieux défendre le pouvoir des puissants.

Sylvie Maréchal

## Mayotte : les responsabilités de l'État français

Alors que l'opération Wuambushu, qui doit détruire des centaines de cases et expulser des milliers de personnes en situation irrégulière, est en partie entravée par les recours judiciaires, les politiciens locaux et l'extrême droite font de la surenchère, accusant le gouvernement de ne pas en faire assez dans cette chasse aux pauvres commencée le 25 avril.

Certains réclament l'instauration de l'état d'urgence sur l'île. Mais tous continuent de dresser les Mahorais contre les Comoriens, cherchant à rendre ces derniers responsables des nombreuses difficultés que vivent les habitants de l'île. Or, si la vie est si difficile à Mayotte, si plus des trois quarts de la population y vivent sous le seuil de pauvreté, sans eau courante et dans des bidonvilles sans fin, les Comoriens n'y sont pour rien, c'est l'État français qui fait des Mahorais des citoyens de seconde zone. Alors que Mayotte est depuis 2011 officiellement un département, la législation sociale française ne s'y applique qu'au rabais. Le smic horaire est de 25% inférieur à celui de tous les autres départements, y compris les départements d'outre-mer. Le RSA y est moitié moins élevé.

Le droit du travail s'applique à Mayotte seulement depuis 2018 et la plupart des conventions collectives sont toujours inopérantes. En matière de santé et de retraite, les Mahorais

subissent un régime d'exception. Ils ont une caisse de Sécurité sociale spéciale, à part du système général. Les retraités ne peuvent pas toucher plus de 900 euros de pension pour une carrière complète. En janvier dernier, les 2 615 retraités de l'île touchaient en moyenne 276 euros par mois.

Pour les habitants qualifiés d'étrangers, venant des îles voisines des Comores, les exceptions sont pires encore. Sous prétexte de lutter contre l'immigration irrégulière, l'accès aux minima sociaux leur est plus dur qu'en France. Ils n'ont pas droit à l'AME, l'aide médicale d'État. Les demandeurs d'asile ne disposent pas de l'allocation journalière, ni d'aide au retour. Contrairement aux titres de séjour délivrés en Métropole et qui sont valables sur tout le territoire, ceux délivrés sur l'île autorisent uniquement à circuler à Mayotte. Il faut un visa pour voyager dans un autre département. Les recours contre les OQTF, les ordres de quitter le territoire, ne sont pas suspensifs. Un enfant né à

Mayotte n'obtient la nationalité que s'il peut justifier que l'un de ses parents résidait en France de manière régulière plus de trois mois avant sa date de naissance.

Les Mahorais sont donc considérés comme des personnes de seconde catégorie, et de catégorie encore inférieure s'ils sont sans papiers. C'est ce qui avait motivé, en 2016, les 15 jours de grève générale pour «l'égalité réelle», principalement effective dans le secteur public, accompagnée de barages sur toute l'île, revendiquant que les droits des habitants du département de Mayotte soient alignés sur ceux du reste du pays. On est loin du compte.

Les difficultés des Mahorais ne viennent pas des Comoriens. Si la colère doit exploser, c'est contre les patrons locaux qui profitent des bas salaires, contre l'impérialisme français qui dispose avec Mayotte d'une base stratégique avancée dans le canal du Mozambique mais veut que cela lui coûte le moins possible. Chasser quelques milliers de Comoriens ne fera pas augmenter le smic ou les retraites à Mayotte. Pour l'emploi et les salaires, pour des infrastructures dignes de ce nom, les travailleurs et les plus pauvres, avec ou sans papiers, devront s'unir contre les patrons locaux et contre l'État français.

**Serge Benham**

## Le CNR : derrière le mythe, une opération politique

À l'occasion de l'hommage de Macron à Jean Moulin, le 8 mai à Lyon, la CGT a tenu à placer la manifestation de protestation sous le signe de la défense de «l'héritage social de la Résistance». Elle s'est revendiquée de Jean Moulin qui, selon elle, «a unifié toutes les résistances derrière le programme du CNR».

Pour bien des organisations sociales, le Conseil national de la Résistance (CNR) serait la matrice de toutes les avancées des 80 dernières années, en particulier la Sécurité sociale et la retraite par répartition. Ambroise Croizat, ministre PCF du Travail et de la Sécurité sociale en 1945-1946, est célébré comme un héros de la classe ouvrière. Mais le CNR camouflait une opération politique.

En unifiant la Résistance, Jean Moulin, ex-préfet en mission pour de Gaulle, visait à réaliser derrière ce général réactionnaire l'union de tous les partis, de la droite jusqu'au PCF. L'objectif était de remettre en selle l'appareil d'État français, en s'émancipant le plus possible de la tutelle américaine et en évitant toute révolte sociale. Le programme du CNR, les «jours heureux», était l'habillage social de cette unité politique. Dans cette alliance, le PCF apportait son influence parmi les classes populaires et son réseau militant capable d'encadrer les travailleurs qui espéraient que leur vie change après la guerre. En échange, de Gaulle allait donner au PCF trois puis cinq ministères dans les gouvernements issus du CNR.

Le rôle du PCF et de la CGT entre 1944 et 1947 fut de promettre aux travailleurs des jours heureux lointains pour leur faire accepter les sacrifices immédiats, rationnement, travaux pénibles, et la remise en place de l'ordre social. Maurice Thorez, dirigeant du PCF et ministre d'État, fustigea «la grève, arme des trusts» et exhorta les mineurs de charbon à «produire, produire et encore produire» pour gagner la bataille de la production. À ceux qui n'avaient pas oublié le rôle de la police sous Pétain, à ceux qui entendaient maintenir des milices armées, il ordonna : «Une seule police, une seule armée». La police de Macron et Darmanin qui



éborgne aujourd'hui les manifestants est la lointaine héritière de la police pétainiste blanchie par le gouvernement issu du CNR.

L'État rebâti sous l'égide de de Gaulle et Thorez n'était en rien celui des travailleurs. À quelques exceptions près, les grands patrons qui avaient fait des affaires pendant l'occupation allemande conservèrent leurs usines. Les nationalisations tant vantées permirent la reconstruction et l'approvisionnement de leurs entreprises détruites. Même les concessions faites aux travailleurs, les assurances sociales et la retraite, profitaient aux patrons : construire un système collectif d'assurance maladie ou vieillesse leur permettait de maintenir les salaires au plus bas.

Symbole du fait que le gouvernement issu du CNR défendait coûte que coûte les intérêts de la bourgeoisie française : le 8 mars 1945, de Gaulle faisait bombarder et massacrer plusieurs dizaines de milliers d'Algériens à Sétif et Guelma parce qu'ils avaient osé se révolter contre l'ordre colonial. Les ministres du PCF et les chefs de la CGT apportèrent leur caution à ces massacres.

Taire cette histoire serait se préparer à livrer une nouvelle fois les travailleurs à leurs exploités.

**Xavier Lachau**



Le bidonville de Majicavo Koropa.

## Marseille : l'émotion après les fusillades

**Dans plusieurs quartiers populaires du Nord et du centre de Marseille, des jeunes ont été tués lors de fusillades liées au trafic de drogue qui ravage certaines cités. Des habitants y ont manifesté début mai.**

Cela fait des années que les rivalités entre clans pour le contrôle du trafic de drogue génèrent régulièrement des règlements de comptes. Mais, ces dernières semaines, le nombre de fusillades s'est emballé, faisant 18 morts et de nombreux blessés graves en quatre mois, quand il y en avait eu 31 pour toute l'année 2022, déjà la plus meurtrière depuis dix ans. Le plus jeune avait 15 ans, il a été tué par balles devant un snack où il parlait avec deux

amis. Le plus âgé, 63 ans, a été fauché par une rafale de kalachnikov alors qu'il jouait aux cartes dans un café avec d'autres retraités.

Ces règlements de comptes font non seulement de nombreuses victimes collatérales, mais ils frappent aussi les plus petits maillons du réseau, dans le but de terroriser le clan adverse. Cette guerre de territoires entre les principaux trafiquants rend la vie insupportable aux habitants des cités, qui voient leurs enfants,

leurs frères, périr ou être grièvement blessés par des armes de guerre. « Nous ne sommes pas complices, le trafic ne nous fait pas vivre, au contraire on en meurt », résumait une habitante.

Le 1<sup>er</sup> Mai, des femmes ont défilé aux côtés des syndicats et des partis de gauche, derrière une banderole demandant « Justice pour nos quartiers » et dénonçant les assassinats impunis. L'après-midi, 80 d'entre elles se sont retrouvées au pied de la cité Félix Pyat, dans le 3<sup>e</sup> arrondissement, pour se rendre devant le commissariat de proximité quasi désert, avec des pancartes : « Police partout mais pas dans nos cités ! » ou

encore « Où sont les renforts policiers et les emplois ? »

Dans ces quartiers, le chômage dépasse les 30 %, les petits boulots sont nombreux. Plus d'un habitant sur deux vit en dessous du seuil de pauvreté. Les services indispensables à la vie quotidienne, poste, commerces, transports, sont insuffisants, les écoles et collèges surchargés. Une partie de la jeunesse se retrouve livrée à elle-même, devenant une proie facile pour des trafiquants de drogue sans scrupule, qui s'enrichissent sur la peau des jeunes qu'ils enrôlent.

Le 2 mai, un collectif d'habitants et de militants associatifs de la Busserine, une cité du 14<sup>e</sup> arrondissement, a tenu une conférence de presse pour dénoncer l'inaction de l'État alors que les quartiers s'enfoncent dans la misère. Le 3 mai,

une marche blanche, à l'initiative de parents et d'habitants de la Joliette, dans le 2<sup>e</sup> arrondissement, a rassemblé dans une grande émotion plusieurs centaines de personnes, qui ont défilé depuis le collège Izzo jusqu'à la mairie centrale.

Tous avaient conscience que, pour en finir avec ces meurtres qui endeuillent les quartiers, il faudra bien plus que les larmes de crocodile de certains politiciens. Il faudra des emplois pour tous, des logements et des conditions de vie décentes. Il faudra surtout un autre avenir pour la jeunesse que celui que lui réserve cette société pourrie, où la plus grande pauvreté côtoie le siège social de la CMA-CGM situé à deux pas et riche à milliards!

Correspondant LO



Marseille : les familles mobilisées dans la manifestation du 1<sup>er</sup> Mai.

## Département du Nord : la protection de "l'enfance en danger"... est en danger!

**La protection de l'enfance en danger est de la compétence des départements. Dans le Nord, cette mission a été confiée à un établissement public, l'EPDSAE (Établissement public départemental de soins d'adaptation et d'éducation) et à des associations.**

Leur financement provient des départements et de dotations de l'État. Cela paye ce qu'on appelle un « prix de journée » destiné aux locaux d'accueil, aux frais d'alimentation, d'eau, d'électricité, de chauffage, et aussi des salaires d'éducateurs, veilleurs de nuit, secrétaires, etc. Parmi les enfants nécessitant une protection, certains viennent de pays étrangers, souvent en guerre, Somalie, Afghanistan et tant d'autres...

Le financement actuel a des allures de « préférence nationale » prônée par Le Pen : ainsi, en France, prétendument pays des droits de l'homme, un enfant français est financé à hauteur de 180 euros par jour, un enfant venu de l'étranger n'est financé qu'à 60 euros par jour. En conséquence, sept encadrants s'occupent de quinze enfants français et sept encadrent quarante-deux enfants étrangers ! En France aujourd'hui,

les enfants n'ont pas le même prix!

Cela devrait changer, mais pas dans le bon sens : la période est aux économies sur tous les budgets sociaux, alors les élus du département pensent à appliquer la même politique tarifaire à tous les enfants en danger, mais en pratiquant le nivellement par le bas. Ils appellent ça « la convergence des politiques sociales de l'enfance ».

Jusqu'ici, les enfants n'avaient pas le même prix. Ils auront bientôt tous le même mépris. Équilibrer les comptes publics au détriment des plus fragiles est une crapulerie de plus.

Correspondant LO



## Nos lecteurs écrivent Une misère insupportable

Chers camarades,

Je vous écris ces quelques lignes pour vous parler de ma journée du 13 avril. Je participais à une distribution au Resto du cœur dans une commune rurale proche de Charleville-Mézières. J'avais besoin de prêter main-forte à celle qu'ils m'avaient tendue quand j'étais dans le besoin.

C'était la reprise de la distribution d'été, il y avait eu une suspension d'un mois pour reconstituer les stocks. On s'attendait à voir du monde car un mois sans distribution, c'est long. On a eu 80 nouvelles inscriptions, des familles qu'on ne connaissait pas, venant de différents bourgs alentour, un véritable raz-de-marée. À 9 heures, une heure avant l'ouverture des portes, 70 à 80 personnes attendaient déjà devant la salle. 110 familles étaient inscrites ce jour-là, ce qui représente une augmentation de 50 % par rapport à l'année précédente. Pour les nouveaux venus, ce furent deux heures et demie d'inscription avant de recevoir leur colis. Des jeunes couples avec enfant en bas âge, des mères seules, beaucoup de veuves qui

touchent une pension de réversion et de retraités.

Beaucoup ne se sont pas du tout chauffés cet hiver à cause de l'augmentation du fuel, certains sont locataires de logements insalubres, pas isolés et dont les propriétaires ne font que ramasser les loyers sans la moindre intention de faire les travaux nécessaires ! On touche la misère du bout des doigts. Voir autant d'enfants jouer, cela devrait apporter de la joie mais les voir le faire devant cette permanence fait mal. Cela devient difficile de faire part égale pour tout le monde, quand la faim est là, on commence à voir des gens s'énerver pour garder leur place, se disputer des portions de viande ou un paquet de pâtes.

Cela fait des mois qu'on se mobilise contre le fait de nous piquer deux ans de notre vie, il faudrait continuer sur l'inflation, sur le chômage, les salaires et les pensions trop bas. C'est insupportable de vivre dans ce système où on finit par considérer que la misère et la faim, c'est normal. Vive la révolution !

Richard (Ardennes)

## Réforme des lycées professionnels : du clé en main pour le patronat

**Jeudi 4 mai, dans un lycée de Saintes en Charente-Maritime, Emmanuel Macron a présenté son projet de réforme des lycées professionnels. Ce n'est une surprise pour personne, cette nouvelle réforme, sous prétexte de lutter contre le chômage, vise à offrir sur un plateau de la main-d'œuvre jeune et bon marché au patronat.**

Toutes les filières seront orientées pour satisfaire les besoins locaux du patronat. Pour le gouvernement, ces jeunes sont juste de la chair à exploiter et il n'est pas question que cela coûte un centime aux patrons. Ainsi, c'est l'État qui va indemniser les jeunes stagiaires en entreprise, à raison de 50 euros par semaine pour les élèves de seconde, 75 euros pour ceux de première et 100 pour ceux de terminale. Pour les élèves, c'est dérisoire. Cumulées, ces indemnités devraient atteindre un milliard, un milliard qui manquera donc ailleurs

dans les services publics.

Vendredi 5 mai, le ministre de l'Éducation nationale, Pap Ndiaye, a confirmé cette orientation et, prenant tout le monde de court, a annoncé la fermeture dès la rentrée prochaine de 80 filières, principalement dans le tertiaire, et l'ouverture de 150 autres, entre autres dans les filières industrielles. Rien n'a été vraiment anticipé et cela présage d'une vraie pagaille à la rentrée prochaine puisque les enseignants professionnels n'ont même pas été recrutés.

Dans ce fatras d'annonces, les grands oubliés

sont les élèves. Il n'est en effet aucunement question de tenir compte de leurs désirs et de leur offrir un vaste choix d'enseignements différents. Pire, ceux qui cette année ont déjà choisi leur filière vont peut-être apprendre dans quelques jours qu'elle est tout simplement fermée. Aux élèves et à leurs parents de se débrouiller pour émettre d'autres choix. Combien parmi eux risquent de se retrouver sans aucune place à la rentrée prochaine?

Le gouvernement justifie cette réforme précipitée en prétendant que le lycée professionnel est en échec parce que seule la moitié des élèves trouve un emploi un an après l'obtention de leur diplôme et que seuls 53% de ceux qui poursuivent leurs études obtiennent un BTS. Donc nombre d'élèves se retrouvent au chômage et



Manifestation contre la casse des lycées professionnels à Laval, en octobre 2022.

finissent au mieux par trouver un emploi dans des domaines qui n'ont rien à voir avec leur formation.

Mais qui porte la responsabilité de cette situation? En premier lieu le patronat, qui licencie plus qu'il n'embauche dans l'industrie, dans les services et dans la grande distribution depuis des années. De surcroît, depuis quatorze ans, les ministres de l'Éducation nationale successifs n'ont eu de cesse de diminuer le volume d'enseignement pour les élèves de lycée professionnel. La réforme du bac pro en trois ans en 2009 les a privés d'une année d'études, puis le nombre d'heures d'enseignement général n'a fait que

diminuer. Économiser des heures et donc de l'argent aux dépens des élèves de milieu populaire a été une constante.

Quant aux enseignants titulaires des filières fermées, ils sont priés de se reconverter pour la rentrée prochaine et trouveront peut-être des places dans des collèges ou dans des écoles primaires. Les contractuels, qui constituent souvent la moitié des équipes, risquent, eux, d'être licenciés.

Il n'est pas dit que cette attaque passe comme une lettre à la poste. Parents, élèves et enseignants ont tout intérêt à s'unir pour parer ces nouveaux mauvais coups du gouvernement.

**Aline Urbain**



## Collège Jean-Joudiou - Châteauneuf-sur-Loire : le compte n'y est pas

**Jeudi 4 mai, la plupart des enseignants du collège Jean-Joudiou, à Châteauneuf-sur-Loire, étaient en grève pour protester contre la fermeture de trois classes à la rentrée prochaine.**

Dès 8h15, banderoles et pancartes ont été déployées devant le collège : « Non à la fermeture de trois classes », « Nos élèves ne sont pas des sardines », « Nos enfants ne sont pas des moutons, arrêtez de les compter ! » Une manifestation improvisée d'une trentaine de professeurs, d'AESH (les accompagnants des élèves en grande difficulté) et de parents est partie dans le centre-ville de Châteauneuf-sur-Loire. Slogans et chansons ont été repris en chœur et ont été accueillis par des témoignages de soutien des

automobilistes et des commerçants. Les manifestants se sont ensuite rendus à Orléans, à une trentaine de kilomètres du collège, pour se faire entendre sous les fenêtres de la Direction des services départementaux de l'Éducation nationale (DSDEN).

Depuis plusieurs mois déjà, le personnel du collège se mobilise. Personne n'accepte que, sous prétexte d'une baisse des effectifs en septembre 2023, trois classes soient fermées. D'autant plus que, dans les calculs faits par l'administration, les élèves

en situation de handicap (ULIS) ne sont pas comptés. Ils viennent pourtant en inclusion dans certains cours et sont, le plus souvent, accompagnés : dans certaines salles de l'établissement, on ne peut tout simplement pas tenir!

Le personnel du collège et les représentants des parents d'élèves ont été reçus par les services de l'Éducation nationale à trois reprises depuis fin février. Ils ont réussi à obtenir 17 heures : il en manque douze pour ouvrir une classe. Pour l'inspecteur, il faudrait s'estimer satisfait, mais il ne s'agit là que de saupoudrage et, face à cela, la colère n'est pas retombée.

**Correspondant LO**

## Abandon de poste : changer de travail coûtera plus cher!

Le gouvernement vient de promulguer un décret qui assimile tout abandon de poste de plus de deux semaines à une démission, privant ainsi les salariés concernés d'allocations chômage.

Cette mesure s'inscrit dans la série d'attaques visant à détruire cette allocation : baisse du montant en imposant un nouveau mode de calcul, allongement du nombre de mois travaillés pour pouvoir la toucher, etc.

Elle s'insère aussi dans la campagne des politiciens et des médias pro-patronaux pour faire croire que les travailleurs seraient responsables du chômage et dédouaner le patronat qui, pour faire plus de profit, fait faire toujours plus de travail par moins de salariés. Pour eux, les travailleurs « profitent du système », comme le disait récemment le ministre du Travail, Dussopt!

La réalité est tout autre. Même la Dares, un organisme dépendant du ministère du Travail, a dû admettre que 57% de travailleurs ayant abandonné leur poste ne touchent pas ensuite d'allocations chômage.

Et surtout, ces abandons de poste, estimés à environ 120 000 sur le premier semestre 2022, sont avant tout dus à des conditions de travail dégradées, des salaires trop bas, des situations de harcèlement, etc. D'après l'Unedic, ils concernent principalement les moins diplômés, titulaires d'un BEP ou d'un CAP, qui occupent les emplois les plus durs : dans les usines, le nettoyage, le commerce, la restauration, le bâtiment, etc. Par ce décret, ces travailleurs vont donc être encore plus enchaînés à leur poste et au bon vouloir de leur patron, car ils savent qu'ils n'auront désormais plus aucune ressource.

Rien d'étonnant donc si cette mesure antiouvrière est issue d'un amendement qui a été voté par les députés de droite et du RN. Ces gens-là font mine de se chamailler avec le gouvernement sur les bancs de l'Assemblée nationale, pour mieux cacher qu'ils sont unis pour défendre les intérêts du grand patronat.

**Arnaud Louvet**



# La fête de Lutte ouvrière

Samedi 27, dimanche 28 et lundi 29 mai à Presles



## Sur les scènes

### Samedi

- **Graines de sel**, chanson française, influences rock
- **Les Dames de la Joliette**, chansons de combat des rives de la Méditerranée
- **Sidi Wacho**, cumbia-hip-hop-Balkan
- **Chillpac**, neo soul Chill out
- **Fanchon Daemers**, chante Raoul Vaneigem
- **Barbara Bordes**, poèmes d'hier et aujourd'hui
- **Chla-Mydia**, chansons féministes
- **Frent**, rock



### Dimanche

- **Évelyne Gallet**, chansons françaises irrévérencieuses
- **Yves Jamait**, chanson française
- **Blick Bassy**, Indie Pop/Afro-Soul
- **Cumbia Ya!**, cumbia
- **Bonnets M**, disco
- **Alvaro Bello Grupo**, jazz latino
- **La clown Olga Zelle**, *Éducation Sentimentale*
- **Laurent Larcher Trio**, jazz
- **DJ RM**, electro dance music



### Lundi

- **HYL**, rap
- **The Moonlight Swampers**, reprises Rock
- **Le Cabaret Lip**, par la Compagnie L'Occasion
- **Booze and Riots**, chants de lutte irlandais
- **Blues Non Stop**, reprises Blues



## Village médiéval

Forge médiévale, calligraphie, vannerie, travail du bois, herboristerie, travaux d'aiguilles, démonstrations de techniques de combat, de lutte ou de dague...

### Spectacles

- **Le procès du Cochon**,
- **les Voleurs de feu**,
- **escrime médiévale**,
- **jeux médiévaux**,
- **acrobatie**,
- **jonglerie...**



### Conférences sur le Moyen Âge

**Cyril Marconi**: le développement de la Justice pénale dans les villes  
**Julie Pilorget**: la condition des femmes  
**William Blanc**: le mythe du roi Arthur Robin des Bois, histoire et légende.  
**Mathieu Scherman**: le travail à l'époque médiévale

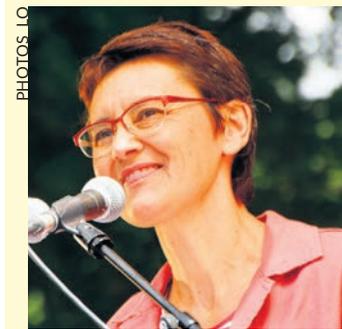
## Cité des Arts

Ateliers, danse, conférences, concerts de musique commentés, calligraphie, modelage, peinture, sculpture, chant... Mille et une manières de s'initier et de pratiquer les multiples formes artistiques.

**Marlène Assayag**, cantatrice : conférence chantée

sur l'opéra • Sur la cantatrice Cathy Berberian et la musique contemporaine • Reproduire les tableaux de maîtres • Karoké révolutionnaire • Apprendre une chorégraphie • Le chant romantique allemand • Le théâtre de masque • La calligraphie arabe • La peinture

abstraite • Le collage • Le modelage • Le Slam • L'univers de l'opéra japonais • L'aquarelle • La fabrication du rouge en peinture • Le vitrail gothique • *Le Radeau de la Méduse* • Rembrandt, sa peinture, son époque • L'estampe japonaise • Le jazz • L'art de la mosaïque...



Meetings de **Nathalie Arthaud** dimanche et lundi à 15 heures

## Carrousel de la Connaissance

### Luttes des classes et démocratie

Spectacle audiovisuel de 45 minutes

## Le Préhisto-parc

### Conférences avec des archéologues

**Olivier Blin**: la cuisson des céramiques  
**Philippe Lorquet**: le fer, des étoiles au haut-fourneau  
**Maxime Remicourt** et **Sarah Beiger**: les statuettes en argile  
**François Desset**: le plateau iranien et l'émergence de la civilisation  
**Anne Hauzeur**: la fouille du cimetière du Vigneau  
**Vincent Mourre**: l'art préhistorique

### Mini-conférences et ateliers

Les classes sociales et l'État en Égypte ancienne • Les Papous de Nouvelle-Guinée • Le tour de potier • Évolution biologique et culturelle • S'initier aux fouilles • L'apport du feu au développement de l'humanité • Le four à céramique • Initiation au tissage • La diversité des couleurs de peau et ses origines • Histoire de la préhistoire

## Arboretum

**Cent dix essences** du monde entier.

**Huit visites** commentées: Les écorces • L'arbre, quel être étonnant! • Les arbres voyageurs • L'arbre sensuel • L'arbre et les poètes • dix arbres, dix histoires et une surprise! • Le sexe sans complexe • À l'écoute des oiseaux de l'arboretum

**Conférence de Jérôme Rousselet**, entomologiste :

arbres d'ici, insectes d'ailleurs

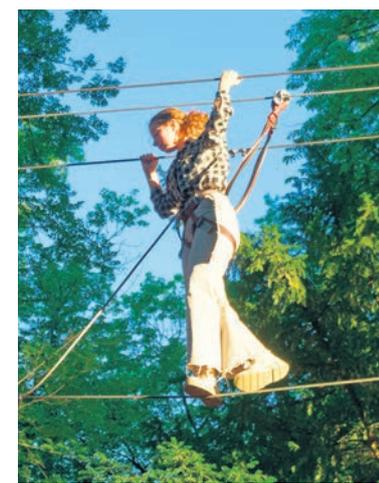
**Documentaire**: *Le Génie des arbres - les meilleurs alliés des hommes*

**Exposition** de l'association A.R.B.R.E.S., les arbres remarquables

**Ateliers de la cabane**: La domestication des agrumes • Le bois, c'est coton • Des graines étonnantes • Le tour à bois • Mesurer un arbre • Le bananier

## Parcours dans les arbres

Un parcours homologué pour se faire peur en toute sécurité, sous la surveillance de moniteurs diplômés : tyroliennes, ponts de singe, échelles. Rien ne manque pour jouer les Tarzan sur trois parcours de difficulté progressive. Attention ! Accessible sous conditions d'âge (14 ans minimum) et de taille (1,50m minimum). Tarif : 5€





# La fête de Lutte ouvrière

Samedi 27, dimanche 28 et lundi 29 mai à Presles



## Cité des Sciences

### Conférences-débats

Valérie Delattre, les grandes épidémies de peste  
 Patrick Berche, les pandémies virales contemporaines  
 Claire Mathieu, ChatGPT  
 Paul Verdu, la diversité des couleurs de peau  
 Pierre-Olivier Lagage, les images du télescope spatial James Webb  
 Vincent Mourre, les outils en pierre de nos ancêtres  
 Patrizia D'Ettoire, les

fourmis et leur monde d'odeurs  
 Olivier Lambert, quand les baleines marchaient sur la terre ferme  
 François Desset, faire revivre les langues anciennes  
 Dalila Bovet, l'intelligence des oiseaux  
 Antoine Balzeau, une histoire des origines de l'humanité  
 Bahia Guellai, les parents face aux écrans des enfants  
 Roland Salesse, le cerveau cuisinier



Edwin Roubanovitch, la musique à la préhistoire  
 Alain Riazuelo, l'aventure de la Terre  
 Étienne Klein, la démarche scientifique  
 Michel Viso, les défis pour aller sur Mars

## Chapiteaux Marx et Engels

Des historiens, des réalisateurs, des auteurs, présenteront et débattront de leurs ouvrages ou de leurs travaux.

- William Blanc : la fascination du Moyen Âge
- Mehdi Charef : *La lumière de ma mère*
- Comité des sans-papiers de Vitry
- Laurence De Cock : *Une journée fasciste*. Les diffamations contre l'instituteur Célestin Freinet
- Christophe Darmangeat : *Justice et guerre en Australie aborigène*
- Alizée Delpierre : *Servir les riches – Les domestiques chez les grandes fortunes*
- Gérard Delteil, auteur de romans policiers
- Marie-Laure Dufrêne-Castets et Pascal Moussy : le droit de grève
- Philippe Faucon, réalisateur du film *Les Harkis*
- Abdallah Fraygui et Abdallah Moubine, pour leur livre *Des vies pour l'égalité*
- Anthony Galluzzo : *Le mythe de l'entrepreneur – Défaire l'imaginaire de la Silicon Valley*
- Pauline Galligari : réalisatrice du documentaire *Le Parti du cinéma*
- Laure Godineau et Michèle Audin : *La Commune de 1871* en images

- Nicolas Hatzfeld : *Les frères Bonneff, reporters du travail*
- Serge Herberg : *Mange et tais-toi ! Un nutritionniste face au lobby agro-alimentaire*
- Arlette Laguiller et Chantal Cauquil : *la lutte des femmes pour le droit à l'avortement et la contraception*
- Jean-Yves Le Naour, auteur du documentaire *1871, La Commune – Portraits d'une révolution*
- Anne Marchand : *Mourir de son travail aujourd'hui – enquête sur les cancers professionnels*
- Jean-Jacques Marie : *La collaboration Staline-Hitler*
- Florian Mathieu : l'astronomie et le mouvement ouvrier vers 1900
- Jean-Yves Mollier : *Brève*

- histoire de la concentration dans le monde du livre
- Quentin Muller : *Les esclaves de l'homme-pétrole*
- Judith Perrignon, romancière : *Là où nous dansions*
- Renaud Piarroux, biologiste, à propos de l'histoire des épidémies
- Fabrice Riceputi : des Maurice Audin par milliers
- Thomas Rose : *Les socialistes en France de 1871 à 1914*
- Mylène Stambouli, avocate, sur le durcissement des lois contre les migrants
- Matthieu Verdeil, réalisateur du documentaire *Claude McKay, de Harlem à Marseille*
- Louis Witter : *La Battue – l'État, la police et les étrangers*

### Présentation de livres

*Les Écrits militaires*, de Léon Trotsky, par Jean-Jacques Marie \* *Les articles du New-York Daily Tribune*, de Marx et Engels, par Marion Leclair et Alexia Blin \* Lecture de textes de Rosa Luxemburg, par Judith Magre \* La réédition des livres de Maurice Rajsfus, historien-militant, par Marc Plocki \* *Les Carnets de la Révolution russe*, de Nikolaï Soukhanov \* *Seuls les fous n'ont pas peur*, de Georg Scheuer \* *Sur les piquets de grève, les femmes dans la grande grève des mines de l'Arizona de 1933*, de Barbara Kingsolver \* *Vendus contre des obus*, d'Alexeï Kozlov

## Cinémas

- Les Harkis, de Philippe Faucon.
- De nos frères blessés, de Hélier Cisterne. L'histoire de Fernand Iveton.
- Annie colère, de Blandine Lenoir. Militante du MLAC.
- R.M.N., de Cristian Mungiu. Travailleurs du Sri Lanka en Roumanie.
- Nos frangins, de Rachid Bouchareb. Sur le meurtre de Malik Oussekiné en 1986.
- La conspiration du Caire, de Tarik Saleh. Lutte de pouvoir au sein des élites religieuses égyptiennes.

- La nuit du 12, de Dominik Moll. Enquête policière sur un féminicide.
- Les miens, de Roschdy Zem. Chronique familiale.



**Documentaires:** Claude McKay, de Harlem à Marseille, de Mathieu Verdeil \* 1871, La commune – Portraits d'une révolution, de Cédric Condon \* Mauvaises filles, de Emerance Dubas \* The Wobblies, de S. Bird et D. Schaffer \* Le Parti du cinéma, de Pauline Gallinari et Maxime Grember

## Forums de Lutte ouvrière

- Les révolutionnaires et la guerre en Ukraine
- Automobile : explosion des profits, exploitation accrue !
- Hôpitaux : progrès techniques et catastrophe sociale
- La lutte pour un syndicat

- de combat et démocratique à PSA/Stellantis – Poissy
- Cheminots : mobilisations sur les retraites, salaires et conditions de travail
- Combat ouvrier : le scandale du chlordécone en Martinique et en Guadeloupe

## Expositions

### Images de travail en Argentine

Photographies de Dani Yako



L'Iran • Le capitalisme, c'est la guerre • L'impérialisme en Afrique • La Chine • Les grèves dans les hôpitaux de Rhénanie • Quand la CGT était révolutionnaire • Pourquoi sommes-nous trotskystes • La longue lutte des Noirs américains • Les migrants refoulés par l'Europe • La crise écologique et climatique • Italie, les années rouges, le fascisme et la guerre...

Les fêtes de Lutte ouvrière en photos  
 Diaporama numérique

### Côté pratique

La fête se déroule à Presles, dans le Val-d'Oise, le week-end de la Pentecôte : le samedi 27 mai de 11 h à 23 h, puis sans interruption du dimanche 28 mai à 9 h au lundi 29 mai à 20 h.

#### La carte d'entrée

La carte est valable pendant les trois jours de la fête. Elle coûte 20 euros en prévente jusqu'au 24 mai au soir, 25 euros ensuite et sur place. L'entrée est gratuite pour les enfants de moins de 14 ans accompagnés.

#### Les bons d'achat

Pour obtenir à l'avance 20 % de réduction sur vos dépenses, des bons d'achat sont disponibles. Payés 4 euros, ils valent 5 euros pendant la fête.

Cartes et bons d'achat sont disponibles auprès de nos militants et sur Internet.

#### Pour venir

**Train :** gare de Presles-Courcelles (ligne H depuis la gare du Nord) – départ toutes les heures à partir de 6 h 34 – 38 minutes de trajet.

**Cars gratuits** depuis le métro Saint-Denis-Université (ligne 13) : samedi 10 h à 17 h – dimanche 8 h à 17 h – lundi 8 h à 14 h. Retour : jusqu'à 23 h le samedi, 1 h 50 le dimanche, 20 h le lundi.

**Voiture :** merci de respecter les signalisations et les parkings réservés.

Renseignements, programme, vente de cartes et bons  
[fete.lutte-ouvriere.org](http://fete.lutte-ouvriere.org)



20€

# Grande-Bretagne : le parasitisme social couronné

À l'heure où de plus en plus de travailleurs britanniques peinent à joindre les deux bouts, le couronnement à 100 millions de livres du roi Charles III, samedi 7 mai, n'a pas suscité l'engouement populaire préparé depuis des mois dans les médias.

En Grande-Bretagne, si le taux officiel du chômage est très bas, les salaires le sont aussi et le nombre de personnes contraintes d'avoir recours aux banques alimentaires a été multiplié par deux depuis la pandémie. Dans ce contexte, le roi Charles III a prétendu organiser une cérémonie plus sobre, avec des lords en costume plutôt qu'en manteau d'hermine, « seulement » 2000 invités et 11 500 policiers. Ces sobres festivités auraient quand même coûté à l'État 115 millions d'euros,

deux fois plus que le couronnement d'Elizabeth II il y a 70 ans. On comprend que le gouvernement n'ait pas été transparent sur le coût total de ce cirque.

La monarchie ayant de moins en moins la cote, le spectacle s'est voulu moderne, et a mis en avant femmes évêques et représentants d'autres écuries religieuses que l'Église anglicane dont Charles III est le chef... Mais où est la modernité, quand l'apothéose de la cérémonie est l'arrosage de la tête du roi



Carte de l'Empire britannique en 1886.

par une « huile sainte » importée de Jérusalem pour lui garantir la bénédiction divine? Macron, d'habitude si

prompt à donner des leçons de rationalisme, a assisté sans broncher à cet étalage d'obscurantisme.

En fait, le président français était parmi les siens. La famille royale n'est pas qu'un reliquat du Moyen Âge, mais une vraie firme capitaliste passée maîtresse dans l'art de faire fructifier ses propriétés: elles lui rapportent 300 millions de livres par an, auxquels s'ajoute l'enveloppe annuelle versée directement par l'État (autour de 100 millions). À la tête d'un patrimoine personnel de 2 milliards d'euros, Charles III n'a même pas eu à payer de droits de succession sur l'héritage de sa mère.

Plus encore qu'une grande entreprise, la monarchie reste le symbole d'un système d'oppression et d'exploitation. C'est sous la monarchie et avec son assentiment que 3 millions d'Africains furent déportés, sur des navires britanniques,

pour devenir esclaves dans des plantations possédées par des grandes familles qui, souvent, figurent parmi les plus riches de Grande-Bretagne. C'est sous la direction des monarques que l'Empire britannique prit possession d'un quart de la surface du globe, asservit un cinquième de sa population et mena des guerres coloniales. Il n'est pas si anodin que, le jour du couronnement, les forces de répression aient arrêté des militants républicains et écologistes qui avaient l'audace de vouloir rappeler le caractère réactionnaire de la monarchie ainsi que ses méfaits passés et présents.

Cela dit, le Royaume-Uni dont Charles III prend la tête n'est plus si uni que ça, notamment parce que le Brexit, minoritaire en Écosse et en Irlande du Nord, y a fait progresser le séparatisme. Quant au Commonwealth, mis en place par les classes dirigeantes britanniques pour ravalier la façade de l'Empire au moment des révolutions anticoloniales, il prend l'eau: plusieurs pays, sur les quinze dont Charles III est chef d'État, ne cachent pas leur volonté de devenir des républiques indépendantes, comme le Belize et la Jamaïque, en attendant peut-être l'Australie et le Canada. Enfin, de sondage en sondage, il se confirme qu'un nombre croissant de jeunes, au moins les deux tiers, sont indifférents ou hostiles à la monarchie. La meilleure place pour ce fatras d'un autre âge? Comme le capitalisme: dans les poubelles de l'histoire.

**Thierry Hervé**

## Sunak prend une claque

Jeudi 4 mai, les électeurs anglais étaient appelés à renouveler 8 000 conseillers municipaux. Concernant sept électeurs britanniques sur dix, ce scrutin avait valeur de thermomètre national et le Parti conservateur du Premier ministre Rishi Sunak a été sévèrement sanctionné: il perd 1 058 sièges, au bénéfice des travaillistes, des libéraux-démocrates et des verts, qui en gagnent respectivement 536, 407 et 241.

Ce résultat confirme grandeur nature l'impopularité d'un gouvernement qui prétend faire de la lutte contre l'inflation

sa priorité, mais se refuse à augmenter les salaires dans les secteurs qui dépendent de lui. Selon Sunak, satisfaire les revendications salariales que les travailleurs défendent depuis des mois par la grève entraînerait une spirale inflationniste, mais il laisse le patronat fixer les prix dans l'énergie et la grande distribution, et se garde bien d'encadrer les prix de l'immobilier! La claque électorale infligée aux tories est donc bien méritée.

Fort de son succès dans les urnes, le Labour Party se voit déjà remporter les prochaines élections législatives, fin 2024. Mais un

changement de majorité au parlement ne changera rien pour le monde du travail. Depuis le début de la vague de grèves, il y a presque un an, Keir Starmer, le chef de file travailliste, a interdit à ses députés de se montrer sur les piquets, afin de conforter l'image d'un parti pro-business, responsable vis-à-vis de la bourgeoisie. Les travailleurs n'ont aucun espoir à placer dans les politiciens de son espèce, ni dans le bulletin de vote. Renverser la vapeur, ils ne pourront le faire qu'en élargissant et en approfondissant leurs luttes en cours.

**T.H.**

## Éthiopie : or et sang

L'ONG Human Rights Watch (HRW) dénonce la réouverture de la mine d'or de Lega Dembi, en Éthiopie, malgré la grave pollution qu'elle génère. Exploitée depuis 1997 par l'entreprise saoudienne Midroc, cette mine a fourni de l'or au raffineur suisse Argor-Heraeus de 2013 à 2018.

La mine de Lega Dembi est connue pour sa haute toxicité. Alertés par le nombre anormalement élevé de fausses couches, d'enfants morts-nés ou de malformations congénitales affectant les riverains, des scientifiques ont établi que les eaux et sols en aval de la mine contiennent du

mercure, du chrome, du nickel, du cyanure et de l'arsenic, en quantités extrêmement élevées. Par exemple, la teneur de l'eau en mercure y est 37 fois supérieure à la norme.

En 2018, des manifestations, violemment réprimées, ont contraint le gouvernement éthiopien à

suspendre la licence qu'il venait de renouveler, pour dix ans, à Midroc. Mais HRW a découvert que la mine a été rouverte en mars 2021, en toute discrétion, sans qu'aucune mesure ait été prise pour diminuer la pollution, pour en protéger les riverains, ou pour indemniser les victimes. Quant au raffineur Argor, qui s'est fourni en or auprès de cette mine pendant cinq ans, non seulement il n'a pas été inquiété, mais il reçoit régulièrement des certifications d'approvisionnement dit responsable de la part du Conseil pour



Manifestation contre le gouvernement éthiopien.

les pratiques responsables en bijouterie et de l'Association des professionnels du marché des métaux précieux de Londres.

Des capitalistes pollueurs et criminels, qui s'enrichissent au mépris

de la santé de la population, avec la complicité active de l'État éthiopien et la bénédiction des prétendus organes de contrôle: un condensé de la toxicité du capitalisme.

**Julie Lemée**

# Italie : une attaque et une provocation contre les travailleurs

En réunissant le Conseil des ministres le 1<sup>er</sup> mai afin de présenter un décret qui s'attaque aux travailleurs, on peut dire que Giorgia Meloni, la dirigeante d'extrême droite du gouvernement italien, a choisi son moment.

Les dirigeants syndicaux, en particulier celui de la CGIL, Landini, ont bien dénoncé « l'arrogance du gouvernement », qui détourne ainsi la journée du 1<sup>er</sup> Mai, mais leur indignation ne les a pas empêchés de se rendre sagement à la rencontre convoquée par Meloni la veille. Cette dernière a affirmé que le Conseil des ministres du 1<sup>er</sup> mai était « une façon de participer à la fête des travailleurs en amenant quelque chose de bon ». Ce quelque chose peut être bon aux yeux de sa base électorale petite-bourgeoise et antiouvrière, sans aucun doute, et est indéniablement favorable aux intérêts patronaux.

La mesure phare du décret en question est la suppression du revenu de citoyenneté, équivalent du RSA, tandis que quelques miettes sont distribuées à une partie des salariés, bien évidemment sans que

le patronat ne débourse un centime. C'est par une mesure fiscale, limitée à six mois, que les travailleurs aux salaires les plus bas pourront économiser au maximum 100 euros par mois pendant cette période. Autant dire que ce n'est pas ce qui donnera aux familles populaires les moyens de faire face à la flambée des prix.

Les quelques sous que l'État versera dans les poches de ces travailleurs seront donc ôtés de celles des plus pauvres, avec la suppression du revenu de citoyenneté. Mise en place par le gouvernement Conte, cette bien faible allocation – 500 euros maximum pour une personne seule – permettait à une famille sur trois de tout juste garder la tête hors de l'eau. Elle sera remplacée par de nouveaux dispositifs dont le simple nom est déjà une déclaration de guerre aux

travailleurs. Le « chèque d'inclusion » ne sera attribué qu'aux familles pauvres dont au moins un membre est âgé de plus de 60 ans, ou mineur, ou encore reconnu handicapé. Elles y auront droit pendant 18 mois, puis devront respecter un délai d'un mois avant de renouveler leur demande pour une nouvelle période raccourcie cette fois à 12 mois. C'est qu'il ne faudrait pas « laisser des familles s'installer dans l'assistanat » a argumenté un de ses ministres ! Quant à tous ceux faisant partie d'une catégorie définie « employable », au sempiternel prétexte d'encourager au travail, ils auront droit à une aumône de 350 euros par mois, à condition d'accepter formations bidon et autres stages et travaux d'utilité publique.

Ces mesures vont précipiter dans la misère bien des familles, en particulier dans les régions du sud, où les taux de chômage sont très élevés. Elles sont, comme il se doit, accompagnées de facilités offertes au patronat, grand et petit, pour lui faciliter les



Le 1<sup>er</sup> mai à Turin, les travailleurs d'Iveco manifestent contre la précarité.

conditions d'embauche, et surtout de débauche, des travailleurs. Les emplois en CDD sont facilités et les contrôles pour vérifier qu'il ne s'agit pas de CDD abusifs quasi supprimés. Le recours à des travailleurs payés en chèques-emplois, censés rémunérer des prestations occasionnelles, est élargi, ce qui permettra par exemple aux parcs d'attractions ou aux établissements de tourisme de profiter d'une main-d'œuvre d'appoint ultra-flexible. Pour plaire aux patrons d'hôtels et de restaurants, les contrats d'apprentissage du secteur touristique et thermal sont désormais ouverts sans limite d'âge, pour une durée de trois ans, et l'État prévoit même un contrat d'apprentissage réservé aux chômeurs de plus de 40 ans pour ce secteur qui peine à

recruter tant les salaires y sont bas pour des conditions de travail éreintantes.

S'attaquer aux chômeurs et aux bénéficiaires d'aides permet d'imposer à tous les travailleurs d'accepter n'importe quel travail à n'importe quel prix, pour le plus grand bénéfice du patronat, avec en prime une bonne dose de démagogie cherchant à opposer les travailleurs entre eux. La riposte des trois grandes confédérations syndicales – CGIL, CISL, UIL – s'est bornée à un appel à manifester trois samedis de suite – pour ne pas gêner l'économie – en ordre dispersé, d'abord à Bologne, puis à Milan et ensuite à Naples. Mais face à ce mépris et à ce cynisme, une véritable réaction des travailleurs sera indispensable.

Nadia Cantale

## L'Union européenne et ses obus : un petit pas de plus vers une économie de guerre

Mercredi 3 mai, le commissaire européen Thierry Breton a présenté son plan pour produire un million de munitions lourdes par an. Les industries d'armement européennes ne sont plus adaptées au rythme de production nécessaire pour des guerres de « haute intensité », ou même simplement telle que celle en Ukraine.

Alors que l'armée ukrainienne tire 5000 obus d'artillerie par jour de combat, la production annuelle du fabricant français Nexter ne permettrait de tenir ce rythme... que huit jours. Thierry Breton a annoncé une enveloppe de 500 millions d'euros pour stimuler dans ce sens les industriels de l'Union européenne. Elle fait partie d'un plan de deux milliards d'euros annoncé fin mars pour fournir des obus à l'armée de Kiev,

sous prétexte « d'aider » l'Ukraine. Il s'agit d'abord de puiser dans les stocks nationaux, puis de passer des commandes, et enfin de remplir les caisses des industriels pour qu'ils produisent plus vite.

Les sommes déployées par l'UE sont très marginales par rapport aux dépenses faites par chaque puissance impérialiste pour financer son propre armement et enrichir ses capitalistes de l'armement. Ainsi, la programmation militaire française a augmenté de 100 milliards d'euros, tandis que le gouvernement allemand promet, lui, 100 milliards pour moderniser son armée.

L'annonce européenne vise sans doute surtout à afficher à l'échelle du continent, donc aux yeux d'un demi-milliard d'Européens,

que l'on va vers une économie de guerre et qu'il faut s'y adapter dès maintenant. Dans ce qu'a déclaré Thierry Breton, il y a aussi l'idée de s'attaquer à tous les goulots d'étranglement qui bloquent cette marche vers une économie de guerre. Il prévoit des dérogations aux règles européennes, déjà peu contraignantes, sur le temps de travail, c'est-à-dire de donner carte blanche aux patrons pour allonger la journée de travail dans les usines concernées. Le flot d'argent public dépensé en armement, que ce soit au niveau des États ou de l'Union européenne, sera pris sur la population d'une façon ou une autre. Chaque milliard en plus pour les obus signifiera un hôpital en moins demain.

Charles Legoda

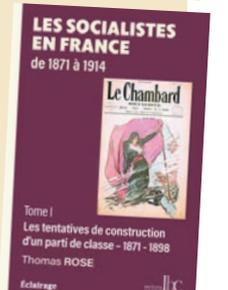
### Nouvelles parutions

**Les luttes de la classe ouvrière pour son indépendance politique**  
Organisation des travailleurs révolutionnaires – Haïti  
332 pages – 15 euros  
Édité par Lutte ouvrière

**Le capitalisme nuit gravement à la santé de l'humanité**  
Dessins de Lupo  
84 pages – 8 euros  
Édité par Lutte ouvrière

**Les socialistes en France de 1871 à 1914**  
Thomas Rose  
2 tomes – 8,20 euros chacun  
Édité par Les Bons Caractères

En vente à la fête



# Avril 1943: les insurgés du ghetto de Varsovie choisissent de mourir debout

**Varsovie, 19 avril 1943: 700 jeunes combattants font reculer les SS entrés dans le ghetto juif pour en finir avec ceux qu'ils considèrent comme des sous-hommes. Le commandant de l'opération n'ose pas l'annoncer à Hitler, tant cette première insurrection de la guerre lui paraît inattendue et incroyable.**

En 1943, il ne restait à ces insurgés de Varsovie d'autre choix que de subir la barbarie nazie ou de mourir en combattant. D'autres insurrections allaient suivre la même année, dans le ghetto de Bialystok et dans les camps d'extermination de Treblinka et de Sobibor.

Les grandes puissances dites démocratiques étaient entrées en guerre contre l'Allemagne pour défendre leurs intérêts impérialistes et non pour des considérations humanitaires. La Deuxième Guerre mondiale renvoyait toute l'humanité au fond de la barbarie. Pour les Juifs et les Tziganes, c'était le retour au Moyen-Âge, avant l'extermination. Ce n'est cependant pas ce qui intéressait les alliés occidentaux qui, informés dès 1942 du génocide en cours, n'allèrent rien tenter pour l'arrêter.

Dès 1940, à Varsovie, la population juive avait été enfermée dans un ghetto. Au fil de la guerre, plus de 430 000 Juifs durent s'y entasser et les plus pauvres survivaient dans les caves, les escaliers, les cours, n'importe où. Il n'y avait pas assez à manger pour survivre. Les maladies, la misère et la violence engendrés par la situation achevaient ce que la faim avait commencé. Le ghetto devenait un mouiroir où chacun pouvait voir son propre avenir en croisant dans la rue le cadavre d'un

enfant ou d'un vieillard morts dans la nuit. Les exactions et le sadisme de la soldatesque faisaient le reste.

L'antisémitisme répandu par l'Église catholique polonaise, entre autres, contribuait à diviser et à empêcher la conscience d'un sort commun de part et d'autre des murs. Mais le pire fut de faire gérer le ghetto par un « conseil juif » pour assujettir la population, le Judenrat, disposant d'une police juive de quelque 2 000 hommes chargée de faire régner l'ordre, l'ordre bourgeois et l'ordre nazi. La vie du ghetto reproduisit celle de l'extérieur en plus caricatural et plus misérable. Les notables, les riches, les truands purent se convaincre qu'en payant, ils protégeaient leur vie et celle de leur famille. Ceux-là trafiquaient pour leur propre compte, espérant survivre aux dépens des autres. Les mesures les plus infâmes et jusqu'aux déportations furent ainsi assumées et appliquées par le conseil juif qui se justifiait, comme le font toujours ceux qui s'accrochent à l'ordre établi, par un: « Ce serait pire sans nous ». Des dizaines de milliers de Juifs moururent ainsi, éliminés par l'inégalité sociale, la faim et les maladies avant que n'arrive le pire.

## Vers la résistance armée

En décembre 1941, les hauts dirigeants nazis, lors de la conférence de Wannsee, planifièrent l'extermination totale des Juifs d'Europe, la « solution finale ». La déportation des Juifs du ghetto de Varsovie vers Treblinka commença en juillet 1942. Le président du Judenrat sut alors que c'était la fin, mais n'en dit rien et se suicida. Les premières personnes envoyées à la mort furent d'abord sélectionnées par les policiers juifs parmi les plus faibles, les plus pauvres, les plus isolées. Au total, en trois mois, 310 000 juifs furent déportés à Treblinka, y compris des policiers juifs qui avaient cru avoir un passe-droit. Les neuf dixièmes de la population du ghetto disparurent.

Dès la création du ghetto, des militants des organisations juives, socialistes, sionistes, avaient tenté d'y faire exister une vie collective: des cantines pour les affamés, des écoles secrètes pour les enfants, des tracts et des journaux clandestins. Certains voulaient avertir du danger et préparer le combat, mais ils se heurtaient au refus d'admettre que la mort était certaine pour tous. À la fin de l'été 1942, ces militants formèrent ensemble l'Organisation juive de combat et s'armèrent, en évoquant pour la première fois l'idée d'une insurrection. Leur premier acte de résistance armée fut l'assassinat du chef de la police juive.

En janvier 1943, il ne restait que 40 000 personnes



Des combattants juifs du ghetto.

terrées dans les sous-sols. Le 18 janvier eut lieu le premier affrontement armé entre l'Organisation juive de combat et un groupe de SS. Attaqués à plusieurs angles de rues, ils durent se retirer du ghetto. Le bruit de l'exploit incroyable se répandit au point que la résistance polonaise augmenta ses livraisons d'armes à l'organisation juive.

## Les régiments nazis face à l'insurrection

Le 19 avril au matin, les régiments nazis entraient dans le ghetto pour en finir, sans imaginer qu'ils allaient devoir affronter ces jeunes Juifs, affamés, affaiblis par les privations et l'horreur du quotidien, mais prêts au combat. Armés de cocktails Molotov, de quelques grenades, de pistolets et parfois de munitions, mais surtout de la rage de vouloir faire savoir au monde ce qui se passait, ayant mis fin aux espoirs vains de compromis et rompu avec leurs peurs, ils allaient tenir en échec l'armée allemande durant trois semaines. La population restée dans le ghetto refusait de se rendre et préférait périr en se jetant des immeubles en feu. Tous avaient désormais décidé de mourir debout plutôt que de céder.

Le 1<sup>er</sup> Mai fut fêté à l'intérieur du ghetto insurgé et l'*Internationale* résonna une dernière fois. C'est avec des tanks, des canons, des lance-flammes que le ghetto finit par être anéanti le 10 mai. Seuls quelques rescapés purent s'enfuir par les égouts.

Les insurgés du ghetto de Varsovie qui ont choisi de mourir en combattant

pour la dignité forcent notre respect. Mais on ne peut leur rendre hommage sans se souvenir que le sort des Juifs de Varsovie et de toute l'Europe ne s'est pas joué en avril 1943. Il s'est joué bien avant, quand il était encore possible de combattre le nazisme et de s'opposer à la marche à la guerre. À ce moment-là, les partis socialistes en Europe, dont le Bund en Pologne, avaient fait croire que le respect de la légalité bourgeoise pouvait protéger du fascisme. C'était désarmer les opprimés en cachant que le nazisme signifiait une politique d'anéantissement des organisations de la classe ouvrière, avec comme corollaire probable la destruction physique des Juifs. Les trahisons de l'Internationale communiste n'étaient pas moindres, car sa politique, imposée par Staline, avait abouti à la tragédie d'une défaite sans combat pour le prolétariat allemand en 1933, puis à l'échec de toutes les révolutions qui auraient pu arrêter la marche à la guerre. Le mouvement ouvrier international s'en était trouvé profondément démoralisé.

80 ans plus tard, on ne peut penser aux combattants de Varsovie sans penser à l'avenir rempli de nouvelles horreurs que réserve à l'humanité le système capitaliste en crise. Une chose est sûre: il faut avoir conscience que ce système fauteur de guerre n'offre que deux voies possibles à l'humanité, le socialisme ou la barbarie. Sans quoi on ne peut qu'être de nouveau désarmé.

**Marion Ajar**



Sur une place du ghetto de Varsovie.

# RSA : une attaque contre tous les travailleurs

Fin avril, au Sénat, Elisabeth Borne, la Première ministre, a annoncé le prochain conditionnement du versement de l'allocation du RSA à 15 ou 20 heures d'activité, sous peine de radiation.

Quelques jours plus tard, le ministre du Travail, Olivier Dussopt, a précisé que cette réforme s'appliquerait dès 2024. On est un peu plus entré dans la guerre aux pauvres, qui est aussi en fait une guerre à toute la classe ouvrière. C'est le 30 novembre 1988 que Michel Rocard, le Premier ministre socialiste de Mitterrand, a institué le RMI, le revenu minimum d'insertion, au moment où le chômage recensé officiellement atteignait les 10% de la population active. Il s'agissait essentiellement d'allouer une petite allocation aux chômeurs de longue durée qui avaient épuisé tous leurs droits au chômage et se retrouvaient sans aucune ressource. En 2008, histoire de changer de mot, le RMI est devenu le RSA. Au début il comprenait aussi un complément aux tout petits salaires mais, depuis, cela a été remplacé par la prime d'activité.

Le RSA ne concerne aujourd'hui que ceux qui n'ont pas de travail et sont sans ressource. Il se monte à 607,75 euros pour une personne seule. Pour un couple, il arrive à 911,63 euros, et pour un couple avec deux enfants à 1 279,29 euros. Mais en réalité il y a une soustraction pour tenir compte des APL, les aides au logement, que reçoivent les titulaires du RSA. Les ressources réelles sont alors respectivement de 534,82 euros, puis de 766,77

pour un couple et 913,46 pour un couple avec deux enfants. En outre, les titulaires du RSA sont privés de tous les droits à la retraite, ce qui en fait, à l'avance, des super-pauvres jusqu'à leur mort.

Un peu moins de deux millions de personnes touchent le RSA, 40% sont inscrites à Pôle emploi. Cela veut dire que 1,2 million de personnes touchant le RSA ne sont même plus comptabilisées dans les chiffres des sans-emploi. Et en effet pourquoi s'acharner à aller pointer tous les mois à Pôle emploi, quand depuis des années on n'a eu aucune proposition, si ce n'est parfois des contrats d'un jour ou deux, qui font perdre le peu que l'on touche ?

Cette pression sur les allocataires du RSA a plusieurs objectifs. Il s'agit d'abord de réduire les prestations sociales et de réserver les fonds publics aux capitalistes. C'est en même temps une pression à la baisse sur les salaires. Il s'agirait d'obliger en particulier les plus jeunes des bénéficiaires du RSA (qu'on peut toucher aujourd'hui à partir de 18 ans sous certaines conditions), à accepter n'importe quel travail au salaire le plus misérable et aux conditions les plus indignes. C'est c'est aussi en cela qu'il s'agit d'une attaque contre tous les travailleurs.

Paul Sorel



## Bruno Le Maire : Monsieur "s'il vous plaît"

Dimanche 7 mai, le ministre de l'Économie et des Finances, Bruno Le Maire, a appelé « toutes les entreprises qui le peuvent à augmenter les salaires ». Il s'est félicité d'augmentations de salaire de 5% en 2022, affirmant qu'en 2023 il en serait de même.

Le Maire n'a jamais expliqué comment, avec 5% d'augmentation de salaire, si même ce chiffre est exact, on peut ne pas subir de plein fouet les conséquences d'une inflation que lui-même évalue à près de 15% dans le secteur de l'alimentation !

Le Maire a précisé – sans doute pour ces petites entreprises qui disent ne pas

pouvoir augmenter les salaires – qu'elles peuvent utiliser tous les dispositifs mis en place par le gouvernement : la prime Macron qui, d'après lui, aurait bénéficié en 2022 à près de 7 millions de salariés pour un montant moyen de 730 euros, et aussi les dispositifs de participation et d'intéressement.

Le Maire est un habitué de ces déclarations

d'intention : pour la seule période allant de janvier 2020 à 2022, un journaliste a relevé cinq déclarations de ce genre et, en octobre 2022 il demandait encore, à l'annonce des résultats des bénéfices de TotalEnergies, que le trust augmente les salaires. Bien sûr, à aucun moment il ne va au-delà de ces demandes polies... Ce ministre à l'écoute des patrons ne fait jamais là que ce qu'on lui demande, à savoir amuser la galerie. Cela n'amuse et surtout ne trompe plus personne.

Cédric Duval

## Livret A : le vol va se poursuivre

Interrogé sur l'évolution du taux d'intérêt du Livret A prévue pour août, le ministre de l'Économie, Le Maire, a prévenu qu'il suivra les recommandations de la Banque de France.

En clair, il annonce déjà qu'il ne va pas appliquer la formule légale, pourtant déjà bien insuffisante, qui se fonde en partie sur l'inflation et qui prévoit de faire passer ce taux à 4%. C'est ce qu'il a déjà fait au début de l'année, quand il a choisi le taux de 3% recommandé par la Banque de France, alors qu'il aurait dû être de 3,3%.

D'après le journal *Les Echos*, les banques « en coulisse militent déjà pour que rien ne change » car, plus ce taux est élevé, plus réduite est la part qu'elles peuvent légalement prélever sur les économies déposées par les travailleurs.

On peut sans aucun risque parier qu'elles n'auront pas besoin de beaucoup « militer » pour convaincre le gouvernement. Comme d'habitude,

celui-ci prétextera que, s'il augmente le taux du livret A, cela fera moins d'argent pour les logements sociaux.

Certes, la Caisse des dépôts (CDC), qui est une banque contrôlée par l'État, centralise une grande partie des dépôts du livret A et s'en sert pour financer la construction de logements sociaux. Mais c'est l'État lui-même qui en 2009 a donné la possibilité à toutes les banques privées de collecter l'argent du livret A et de ne pas reverser 40% de ces sommes à la CDC, et qui a par la même occasion diminué le financement du logement social.

Pire encore, une grande partie de l'argent des livrets A centralisée par la CDC sert en fait... à la spéculation, comme l'a reconnu son directeur en 2021 : « Sur les 310 milliards [...]

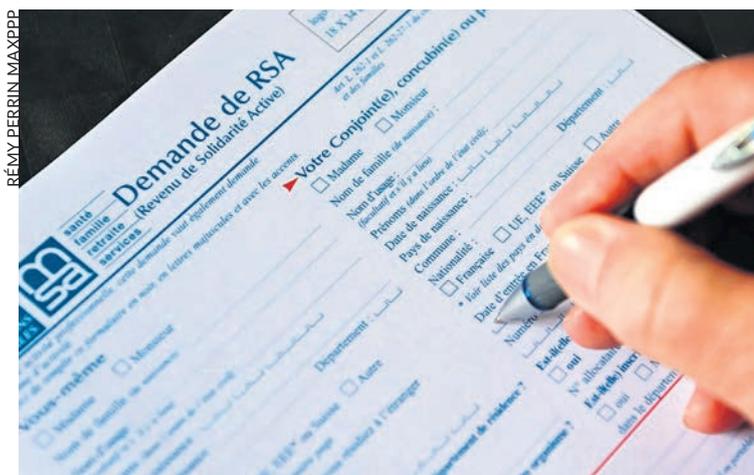
que nous gérons, environ un tiers est placé sur les marchés financiers. »

Et puis, pourquoi le logement social est-il financé sur les économies des travailleurs, et non sur les profits des groupes capitalistes ? Ce serait la moindre des choses, puisque ces produits proviennent en fin de compte du vol du travail des salariés.

Quoi qu'il en soit, que le gouvernement maintienne le taux à 3% ou qu'il le remonte à 4%, les travailleurs continueront à perdre de l'argent sur leur livret A, car cela restera de toute façon bien inférieur à l'inflation, qui même selon l'Insee, donc officiellement, est déjà de 7% sur un an.

Les capitalistes, avec l'aide de l'État, volent les classes populaires, sur leur travail, sur les marchandises qu'ils leur vendent, mais aussi sur leurs maigres épargnes !

Arnaud Louvet



REMY PERRIN MAXPPP



PROGRES-CHARLY-JURINE

Les salariés réunis devant l'usine ZF le 26 avril.

## ZF Bouthéon : les travailleurs veulent leur part

Pour une première depuis au moins vingt-cinq ans, les travailleurs de l'usine ZF, équipementier pour les poids lourds et les cars, à Bouthéon dans la Loire, ont fait fort. À l'appel des trois syndicats de l'entreprise, plus de 90% des 330 salariés – ouvriers, techniciens, cadres et administratifs – sont en grève totale depuis lundi 24 avril.

Les grévistes sont tous présents sur le piquet, venant à leurs horaires de travail. Après quelques jours, la direction les a accusés de bloquer l'usine et a envoyé des huissiers. La réalité, c'est que les camions pourraient rentrer sans le moindre effet

puisque'il n'y a aucun travailleur à l'intérieur pour produire quoi que ce soit.

Prétextant le passage au tout électrique, le groupe allemand ZF veut se débarrasser de cette usine qui produit des boîtes de vitesses pour camions. Le groupe assure avoir trouvé un repreneur fiable mais les salariés exigent, avant la cession, une part des colossaux bénéfices que l'usine a faits ces dernières années, sous la forme d'une prime de 10000 euros. La grève est l'occasion de mettre sur la table tout ce que les travailleurs ont sur le cœur : les faibles salaires, les sacrifices consentis depuis plusieurs années et la

dégradation des conditions de travail, sous une nouvelle direction qui a cru pouvoir serrer la vis.

Enrichi de 43 milliards de bénéfices, le groupe ZF a largement de quoi payer. La dernière proposition de la direction, 12000 euros de prime, mais en plusieurs fois et sans paiement des jours de grève, a été rejetée par la grande majorité des grévistes. Ils sont décidés à tenir le temps qu'il faudra, renforcés par l'unanimité de la grève et par les marques de sympathie qu'ils reçoivent des travailleurs de la zone industrielle et au-delà.

Correspondant LO

## Tours Métropole : en grève pour une prime de fin d'année

À partir du 2 mai, 150 à 200 travailleurs de la métropole de Tours ont été en grève. Ils demandaient une prime annuelle de 1500 euros et la mise en place de deux jours de pénibilité.

La métropole de Tours réunit 1600 travailleurs répartis en différents services : collecte, propreté urbaine, espaces verts, égoutiers... Déjà l'an dernier à la même période, ils étaient plusieurs centaines à avoir fait grève treize jours, demandant une augmentation mensuelle de 150 euros et une prime annuelle de 1500 euros. La métropole avait cédé en partie, accordant 120 euros mensuels et la promesse d'ouvrir les discussions sur le montant d'une prime annuelle début 2023, promesse qui est restée lettre morte.

En début d'année, les travailleurs de la métropole se sont adressés à la direction par une pétition CGT,

qui a recueilli près d'un millier de signatures, sans avoir de réponse. Le 7 avril, lors d'une réunion d'information syndicale, environ 200 personnes ont voté la grève à partir du 2 mai et dès le premier jour, environ 150 grévistes venant des différents services se sont réunis en assemblée générale devant le siège de la métropole.

Les travailleurs refusaient d'accepter que le président de la métropole revienne ainsi sur ses promesses de l'an dernier. Retrouvant les méthodes de la grève de mai 2022, ils ont constitué des équipes de grévistes pour aller s'adresser aux collègues des autres services. Mercredi 3 mai, ces groupes de grévistes, essentiellement les équipes de 5 heures de la propreté urbaine, ont été renforcés par les équipes de 8 heures. Le jeudi 4 mai, la grève était encore plus

large à la propreté urbaine, mais sans s'étendre beaucoup aux autres services. Les grévistes, appuyés par les trois syndicats mobilisés (CGT, CFDT, FAFPT), ont alors appelé à se rassembler devant le siège de la métropole, puisque celle-ci y recevait une délégation. Une centaine de travailleurs ont répondu à l'appel et une délégation de 23 grévistes a ainsi pu exprimer sa colère face aux promesses non tenues du président de la métropole, dans un contexte où tout augmente sauf les salaires.

La métropole n'a cédé ni sur la prime de fin d'année, ni sur les jours de pénibilité, renvoyant à une réunion des maires le 22 mai. Le mouvement a été suspendu pour prendre le temps et se préparer à être plus nombreux en grève à l'approche du 22 mai.

Correspondant LO

## Vertbaudet – Marquette-lez-Lille : la justice du côté des actionnaires

Depuis le 20 mars, plus de 80 grévistes, en grande majorité des femmes payées au smic, se relaient sur le piquet de grève devant l'entrepôt de Vertbaudet à Marquette-lez-Lille pour exiger des augmentations de salaire.

La direction de cette enseigne de prêt-à-porter pour enfants n'a accordé aucune augmentation salariale pour 2023, alors qu'elle annonçait 27 millions de bénéfice sur l'année 2002.

Dès le début de cette grève, la direction, sous les ordres du fonds d'investissement Equistone dont l'actionnaire majoritaire est le fils de François Fillon,

a fait un recours massif à des intérimaires afin de limiter l'impact de la grève. Devant l'illégalité de cette manœuvre, la CGT a intenté une procédure judiciaire mais le jugement, annoncé jeudi 4 mai, a donné raison à la direction.

Après les CRS, qui sont intervenus par deux fois contre les grévistes, voici la justice qui fait la démonstration qu'elle est au service des intérêts des capitalistes. Les grévistes ont mille fois raison de poursuivre leur lutte. C'est en comptant sur leur détermination qu'ils peuvent gagner.

Correspondant LO



## Magasins André – Nantes : licenciements

Le magasin de chaussures André a définitivement fermé ses portes en centre-ville de Nantes. Le groupe André faisait partie avec Kookaï, et San Marina, jusqu'en 2020, du groupe Vivarte, propriété de la famille Descours, à la tête d'une trentaine d'enseignes, toutes aujourd'hui revendues ou liquidées, jetant à la rue au total des milliers de travailleurs. Cela sans le moindre dommage pour

la famille Descours, qui a recréé un groupe dans l'immobilier, le luxe et les vins haut de gamme.

Les salariés sont de plus en plus nombreux à voir leurs conditions de vie menacées par une petite minorité de profiteurs fortunés. Il faut imposer que ces fortunes accumulées servent à garantir les salaires et les emplois.

Correspondant LO

## Solvay – Saint-Fons : capitaliste fauteur et profiteur d'inflation

Le groupe chimique Solvay, qui possède plusieurs usines en France dont une à Saint-Fons, dans le Rhône, vient d'annoncer ses résultats pour le 1<sup>er</sup> trimestre 2023 : il se félicite que, malgré une baisse des ventes de 12% due à la crise économique, le bénéfice a augmenté. Et d'en expliquer franchement la recette : « L'impact de la hausse des

prix de 421 millions d'euros a plus que compensé l'impact de 127 millions d'euros de l'inflation des coûts variables, soit un impact net positif de 294 millions d'euros » au premier trimestre. Traduction : Solvay nous a fait les poches en augmentant ses prix de vente largement plus que la hausse des coûts !

Correspondant LO

# Stellantis : le seul climat protégé est celui des affaires

Pour le 1<sup>er</sup> trimestre 2023, le chiffre d'affaires du groupe automobile Stellantis a augmenté de 14 % par rapport à celui de 2022... qui était déjà un chiffre d'affaires historique. Ce sont les attaques contre les conditions de travail et les salaires qui ont permis ces records

Depuis qu'il est devenu PDG du groupe, Carlos Tavares mène une guerre acharnée contre les travailleurs. Au début, le prétexte était la prétendue

mauvaise santé du groupe. Les travailleurs l'ont payée par des milliers de suppressions d'emplois et de licenciements. Désormais, le prétexte s'appelle « transition énergétique ».

Au nom de la protection de l'environnement, les capitalistes du secteur, qui ont imposé des voitures polluantes durant des décennies, expliquent qu'il faut fermer des usines et supprimer des emplois. Stellantis en a supprimé 130 000 depuis 2020, en

particulier en Italie, en Slovaquie. Et cela continue partout.

Toujours au nom de la transition énergétique, la direction de Stellantis a trouvé une nouvelle forme d'attaque contre les 43 000 ouvriers de ses usines des États-Unis et du Canada. Elle envoie des lettres individuelles à 33 500 travailleurs, uniquement aux plus anciens et donc aux mieux rémunérés pour proposer que certains d'entre eux partent avec une prime.

Elle promet dans le même temps de les remplacer... par ceux qui ont été précédemment licenciés, qui pourraient donc revenir mais avec des salaires de débutants. Ainsi le patron augmenterait le pourcentage d'ouvriers très mal payés dans ses usines. Mais il ne cache pas sa volonté de vouloir aussi détruire 3 500 emplois d'ici la fin de l'année. Et rien ne dit que cela s'arrêtera là.

Ce n'est pas parce que la production de voitures électriques demande moins de travail que celle de voitures à moteur thermique, que Stellantis supprime des dizaines de milliers d'emplois. Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Depuis des années, les ventes augmentent, de voitures avec moteur thermique et de voitures électriques. C'est tellement vrai que le groupe se permet de vendre des voitures électriques à des prix largement au-dessus de ceux de ses concurrents. Et surtout les profits sont au rendez-vous sans discontinuité pour les actionnaires : 13,3 milliards en 2021, 16,8 milliards en 2022.

En fait, transition énergétique ou pas, les actionnaires comme la famille Peugeot et la famille Agnelli veulent se gaver

toujours plus. Pour y arriver, ils veulent moins d'ouvriers avec des salaires toujours plus bas, mais qui travaillent plus et donc rapportent plus de profits. C'est pour cela que les pauses sont réduites. C'est pour cela que les intérimaires et les contrats pro sont épuisés sur des postes intenable. C'est pour cela que les travailleurs handicapés sont licenciés ou poussés vers la sortie. C'est pour cela que leurs camarades de Douvrin, de Trémery, de Borny, de Valenciennes et de Charleville se demandent bien quel sera leur avenir. C'est pour cela que dans toutes les usines Stellantis, quel que soit le pays, les ouvriers triment et se demandent comment ils vont nourrir leurs enfants.

Le blabla autour de la transition énergétique montre que le patron trouve en permanence de nouveaux prétextes pour de nouvelles attaques. Il ne lâche jamais de vue son objectif qui est d'écraser toujours un peu plus ses salariés pour gagner plus sur leur travail. Plus les travailleurs seront conscients de cette réalité, plus ils seront capables de se défendre.

**Correspondant LO**



À l'usine RAM Trucks, filiale de Stellantis aux États-Unis, touchée par la vague de licenciements.

## QUI SOMMES-NOUS?

### Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),  
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

*Lutte ouvrière* est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quarante-dix-neuf ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal mai 2023.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

## Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, pré-

nom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser

un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



### Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière  Lutte de classe

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

Ci-joint la somme de :  
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
Destination	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

*Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.*

Sur Internet  
[www.lutte-ouvriere.org](http://www.lutte-ouvriere.org)  
[www.union-communiste.org](http://www.union-communiste.org)  
[contact@lutte-ouvriere.org](mailto:contact@lutte-ouvriere.org)  
**Vidéos** [www.lutte-ouvriere.org/multimedia](http://www.lutte-ouvriere.org/multimedia)  
**Audio-LO** [www.lutte-ouvriere-audio.org](http://www.lutte-ouvriere-audio.org)

# Turquie : Erdogan en difficulté

En Turquie, à l'approche des élections présidentielle et législatives du 14 mai, Erdogan et son équipe gouvernementale ont bien des raisons d'être inquiets pour leur pouvoir. Depuis que la crise économique bat son plein, la situation ne cesse de s'aggraver pour les classes populaires et elles pourraient le leur faire sentir.

De surcroît, le violent tremblement de terre de février dernier, qui a touché le sud-ouest du pays et le nord de la Syrie, a fait 52 000 morts avérés et plus de 100 000 blessés, affectant profondément les treize millions d'habitants de la région et bien au-delà. D'innombrables habitations, bâtiments publics et entreprises sont détruits ou condamnés.

L'attitude du président turc lors du drame, son peu de réactivité et même d'empathie, l'abandon total dans lequel se sont trouvées les victimes, réduites à la seule solidarité des voisins bénévoles et des familles, tout a contribué à dégrader un peu plus l'image d'Erdogan et de sa clique de l'AKP et à miner son crédit dans la population. Les sondages les donnent perdants aux élections du 14 mai.

Pourtant, avec son Alliance républicaine (Cumhur Ittifaki), Erdogan assure tout faire pour éviter

la catastrophe, en s'agitant dans une campagne intensive. Mais, fragilisé depuis plusieurs années par des problèmes de santé, le président a eu un malaise le 25 avril lors d'une émission de télévision diffusée en direct, obligeant les journalistes à arrêter l'interview. Il a même dû annuler ses apparitions publiques durant les quatre jours suivants.

Erdogan n'a donc pas pu assister, le 27 avril, à l'inauguration très attendue de la première centrale nucléaire de Turquie, construite avec l'aide de la Russie. Erdogan avait prévu d'en faire un grand show en présence de Poutine, mais il a finalement dû se contenter d'une visioconférence, où il apparaissait blême, les traits tirés, assis derrière un bureau.

Depuis, Erdogan a repris ses apparitions publiques et le ministre de la Santé certifie que, à 69 ans, il n'a pas de problèmes de santé trop

graves. Contrairement à ce que certains prétendent, il ne souffrirait pas d'un cancer du côlon mais simplement d'un virus intestinal. On pouvait cependant se demander si, plusieurs fois victime de malaises en public et à l'écran, Erdogan tiendrait vraiment jusqu'à la fin de la campagne électorale, et si même, en cas de réélection, sa santé lui laissera un délai.

Quoi qu'il en soit, l'ambiance de décomposition s'étend autour d'Erdogan et de son parti l'AKP. Par peur d'avoir à rendre des comptes en cas de perte des élections, le ministre de l'Intérieur Soylu a menacé publiquement d'un coup d'État en cas de victoire de l'opposition, donnant aux policiers et gendarmes ordre, après avoir voté, de se tenir « prêts à intervenir ». La répression n'a pas attendu les élections pour s'abattre, le 25 avril, sur la ville majoritairement kurde de Diyarbakir où plus de 150 personnes ont été arrêtées, accusées comme d'habitude de terrorisme. Parmi elles figurent des avocats, des responsables des partis d'opposition susceptibles de contrôler le déroulement des votes et d'empêcher que les



Arrestation d'un manifestant à Diyarbakir, le 25 avril.

partisans d'Erdogan bourrent les urnes, selon leur coutume de ces dernières années.

De son côté, le parti pro-kurde HDP a décidé de ne pas présenter de candidat le 14 mai, afin de ne pas faire obstacle à Kemal Kılıçdaroglu, principal opposant à Erdogan. Le député du HDP Selahattin Demirtas, incarcéré depuis 2016 mais ancien candidat à la présidentielle de 2018, était alors arrivé troisième avec plus de 8 % des voix, un pourcentage susceptible de faire la différence. Mais il est certain que Kılıçdaroglu, représentant d'une alliance où son

Parti social-démocrate et nombre de partis de droite se sont confondus, ne représente aucune véritable alternative pour les travailleurs de Turquie. Face à la crise qu'ils subissent, ils ne devront faire confiance qu'à leur capacité de lutte.

Il reste que, vu le discrédit qui le frappe dans la population, y compris parmi ses anciens électeurs, Erdogan et son alliance Cumhur Ittifaki sont loin de pouvoir envisager une victoire électorale sans truchage. Il est vrai que les vagues d'arrestations lancées parmi leurs opposants en font déjà partie.

Julien Silva

## Faim dans le monde : capitalistes affameurs

D'après un rapport de l'ONU, 258 millions d'êtres humains sont « en insécurité alimentaire aiguë », soit une augmentation de 34 % par rapport à l'an dernier. C'est trois fois plus qu'il y a six ans.

Quand pendant quelques années, avant 2015, les catastrophes alimentaires ont un peu baissé, les politiciens et les tenants du système capitaliste

cherchaient à faire croire que progressivement, en étant patients, ce même système allait un jour éradiquer la faim dans le monde. C'est tout le contraire qu'on

peut constater.

Le rapport de l'ONU note la responsabilité de l'explosion des prix, en particulier ceux des céréales. Mais qui est responsable, si ce n'est tous ces groupes capitalistes qui sont en situation de monopole dans la production, le transport et le commerce des céréales et autres

produits alimentaires ? Le trust du CAC 40 qui a fait le plus de profit cette année est la CMA-CGM, qui expédie sur tous les continents ses porte-conteneurs de marchandises : avec plus de 23 milliards d'euros de profits, elle a même devancé TotalEnergies ! Et puis, qui a spéculé à la hausse sur les céréales, entre autres au casino mondial de la Bourse, si ce n'est ces mêmes très gros capitalistes, à commencer par ceux qui possèdent les banques et les fonds d'investissement !

Le même rapport met en cause aussi la multiplication des guerres, sans bien sûr en donner les raisons. Mais quand le capitalisme est en crise, il peut n'y avoir qu'un pas entre la guerre économique et la guerre tout court...

C'est pourquoi les États des pays riches augmentent actuellement leurs budgets militaires et diminuent dans le même temps encore plus le peu d'aide

humanitaire qu'ils concédaient aux pays pauvres que les puissances impérialistes – États-Unis, France, Grande-Bretagne, etc. – ont saignés à blanc. Ils se préparent à une guerre généralisée, « de haute intensité » pour reprendre l'expression du chef d'état-major des armées françaises, qui ferait plonger toute l'humanité dans la famine et la barbarie.

Le secrétaire général de l'ONU a affirmé que cette situation est « un réquisitoire cinglant sur l'échec de l'humanité à faire progresser l'objectif (...) d'éradiquer la faim ». Ce n'est pas l'humanité qui est coupable mais l'organisation capitaliste de la société, dont le moteur est la recherche du profit, quoi qu'il en coûte à l'humanité, par une mince couche de parasites.

Ce n'est qu'en mettant fin à ce système qu'on pourra mettre fin à la faim dans le monde.

Arnaud Louvet



Une jeune femme porte de l'eau dans un camp de personnes déplacées au Niger.